

ÉMEUTES D' AHL-KSAR (BOUIRA)**Marche et grève générale pour la libération des détenus**

Encore une fois, la population de la commune d'Ahl-Ksar a répondu présent à l'appel du comité provisoire pour la libération des détenus, né des suites des événements qui avaient secoué la semaine dernière cette commune, située à 20 kilomètres au sud-est de Bouira.

Hier encore et après la marche de lundi dernier, ils étaient des milliers à se déplacer au chef-lieu de la wilaya pour organiser une marche depuis la nouvelle gare routière, située à la sortie ouest de la ville de Bouira jusqu'au siège de la wilaya sur près de deux kilomètres.

Organisés en carrés, les centaines de marcheurs ne cessaient de scander tout au long de ce parcours, des mots d'ordre hostiles à la justice et au wali de Bouira, et exiger la libération inconditionnelle des trois détenus. «Libérez nos

détenus, libérez Amarouche», «Assa Azekka, Amarouche Yella Yella», «Le wali et la justice, tout le monde est complice», tels étaient les slogans scandés par ces marcheurs qui étalaient des banderoles écrites en arabe et en français et sur lesquelles on pouvait lire entre autres : «Non à l'injustice, non à la marginalisation, vos scandales ne pourront être cachés avec l'emprisonnement de nos jeunes», «verdict du peuple : innocents», «Comité provisoire pour la libération des sportifs : nos champions ne sont pas des criminels.» Arrivés



devant le siège de la wilaya de Bouira, une déclaration a été lue et dans laquelle l'attitude du wali qui

avait reçu une délégation le lundi dernier mais sans aucun résultat, a été dénoncée. Tout comme a été

dénoncée l'attitude de certains élus locaux qui se sont excusés au nom de la population alors que selon les rédacteurs de la déclaration, personne ne les a mandatés pour le faire, surtout «demander pardon à son bourreau». Outre cela, les rédacteurs remercient la population qui a répondu présent au mot d'ordre de la grève générale à Ahl-Ksar, ainsi qu'à la marche pour laquelle des centaines de jeunes se sont déplacés à Bouira pour exiger la libération inconditionnelle des trois détenus.

Trois détenus qui sont tous des sportifs appartenant au club local de Full Contact et dont le dénommé Amarouche, moniteur de cette discipline, est un double champion d'Algérie dans cette discipline.

Y. Y.

La sécheresse sévit à M'sila

Avec un barrage d'une capacité de 29 millions de mètres cubes, le fellah et le citoyen m'silis souffrent de sécheresse, au moment où plusieurs régions du pays ont connu durant la première quinzaine de ce mois de septembre des pluies torrentielles faisant le bonheur des fellahs et ayant permis de lancer l'opération des labours et d'approvisionner la réserve d'eau de la nappe souterraine.

La sécheresse sévit depuis des années à M'sila et les services de la météo ont enregistré durant la même période lors des dernières précipitations seulement 7mm.

Cette quantité de pluies intermittentes qui est nettement supérieure à la pluviométrie enregistrée par ces services de la météo durant l'année 2012 reste insuffisante.

Cette sécheresse a un impact très dur surtout pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau potable notamment pour la ville de M'sila d'une superficie de 65 700 hectares et compte 202 751 habitants. Cette ville n'a pas bénéficié du programme national d'eau (PNE) à l'instar de plusieurs autres villes du pays, malgré le besoin considérable de cette matière vitale; sachant que l'alimentation de cette ville en eau potable n'a d'autres sources que les eaux des forages alors que la nappe souterraine vient d'enregistrer un rabattement de 54 m selon les services des ressources en eau qui profitent de chaque occasion qui se présente pour soulever le déficit enregistré, sachant que la quantité pouvant combler le manque est estimé à 40 550 m³/j.

Par ailleurs, l'ensemble des citoyens ne sont alimentés que d'une quantité de 25.000 m³ accusant un important déficit de 15 000 m³, puisque les eaux du barrage du K'sob ne sont pas exploitées, et pour cause, ce bassin d'une capacité de 29 millions de mètres cubes a été construit pendant l'ère coloniale et réhabilité dans les années 1970 par une société roumaine et avait une capacité d'irrigation de 13 000 hectares, connaît désormais une dégradation estimée à 70% suite à l'envasement du bassin avec 12 millions de m³. Bassin que l'on essaye de nettoyer et d'opérer à son dévasement depuis l'année 1996 à l'aide d'un petit bateau pour le draguer de la vase.

Malheureusement, cette opération n'a donné aucun résultat depuis lors.

En outre, l'eau de ce barrage est contaminée par des produits dangereux pour la santé, selon la déclaration de l'ex-directeur des ressources en eau, dans une émission présentée à la radio locale lors de laquelle il a déclaré qu'on ne peut même pas utiliser cette eau superficielle ni pour la consommation ni pour l'irrigation des vergers ni pour la culture des produits

maraîchers. Cela est dû aux différents produits toxiques déversés dans le bassin versant à partir de la zone industrielle de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj située dans le nord de ce barrage et située à peine à 20 km à vol d'oiseau. Ceci nécessite l'intervention du premier responsable de la wilaya pour arrêter ce dépassement contre l'environnement et la dégradation de la biodiversité par l'homme.

Comme l'on a enregistré un périmètre d'irrigation dans une situation catastrophique, à savoir que le projet de réhabilitation des canaux d'irrigation et aqueducs qui ont été installés pour la première fois dans les années 50 par la société de commerce de l'Afrique du nord (Socoman), gérée actuellement par l'Office des périmètres irrigués de M'sila (OPIM) se trouve dans une situation chaotique; les fellahs de la région n'ont pas bénéficié de cette eau depuis le début du projet de réhabilitation du système d'irrigation qu'on a voulu placer sous terre.

Depuis lors, aucune goutte n'est parvenue ni dans les vergers ni dans les champs voilà 5 ans, selon quelques agriculteurs.

M. A. Kadi a même déploré l'état des conduites d'eau d'irrigation du canal connu communément par : «La seguida de l'ingénieur.»

Cette seguida devrait être entretenue et dirigée par l'OPIM de la programmation de la distribution

des eaux et du nettoyage de ces conduites des mauvaises herbes et de gravas, mais en vain.

En outre, cet Office est pointé du doigt pour avoir fermé les yeux sur l'usage des canaux d'irrigation cassés et utilisés en abreuvoir et mangeoires par des éleveurs de la région, dit un autre fellah.

Désormais, les responsables de la Direction des ressources en eau de la wilaya ont opté pour un programme de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de M'sila à partir du champ captant de la ville de Berrine, dans la wilaya de Djelfa comme première tranche d'une quantité de 13 000m³ qui alimente déjà les villes de Aïn El Hadjel et Sidi Aïssa ; et avec l'accord des walis de Médéa et Bouira et en présence de l'ex-ministre des Ressources en eau lors d'une rencontre tenue au mois de juin passé dans la ville de Sidi Aïssa.

Ces responsables se sont mis d'accord pour une deuxième tranche à partir du barrage de Koudiat Acerdoune, pour augmenter la dotation journalière de 125 l/s à 180 l/s pour chaque habitant; d'une quantité de 40.000m³/j comme on œuvrera pour améliorer la qualité de l'eau en attendant de définir un schéma d'alimentation en eau dans le cadre du PNE.

A. Laidi

BLIDA : ELLES SERONT IMPLANTÉES SUR LE PIÉMONT D'EL AFFROUN**Des écoles des douanes, des notaires et de paramédical bientôt en construction**

C'est sur le piémont est de la ville d'El Affroun, à 20 kilomètres à l'ouest de Blida qu'un projet de construction de quatre grandes écoles est en cours de réalisation. Il s'agit d'instituts pour la formation de douaniers, de notaires et des cadres des collectivités locales ainsi qu'une autre grande école de paramédical.

Les travaux de viabilisation primaire et secondaire ont déjà démarré. Implantées sur un POS de plusieurs hectares, ces écoles qui seront à l'avenir un deuxième pôle d'enseignement à l'instar de celui de l'université d'El Affroun, ont fait l'objet d'une visite d'inspection de la part de Mohamed Ouchen, wali de Blida, lequel a insisté sur le respect des délais de réalisation.

Sur cette plaine seront également construits 600 logements sociaux-locatifs, un centre de santé

et plusieurs autres projets de développement local, apprend-on auprès du responsable de la cellule de communication de la wilaya.

Sur un autre plan, 550 autres logements sociaux-locatifs seront érigés sur le côté ouest de la ville d'El Affroun. Ces constructions entrent dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire. Concernant de ce projet, le premier responsable de l'exécutif a ordonné au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage «de ne pas perdre de

vue la dimension qualitative du projet en lui imprimant un repère architectural et de veiller à ne pas hypothéquer la placette centrale».

Pour le quartier précaire appelé Beni Mouimen et situé à la périphérie d'El Affroun, un budget de 84 millions de dinars a été alloué aux fins d'apporter des améliorations urbaines à ce site composé de 395 familles.

Ainsi, l'étude de cette opération de recomposition urbaine a été présentée au wali. Elle concerne la réalisation des réseaux d'assainissement de l'AEP, de l'éclairage public et de la réfection des voiries. A ce titre, il a été recommandé aux responsables locaux d'impliquer les habitants de ce quartier en désignant un comité qui suivra et

superviser l'opération dans toutes ses phases jusqu'à son aboutissement.

Enfin, la commune de Oued Djer, à l'extrême ouest de la wilaya de Blida, laquelle a connu une déperdition de sa population en raison des affres du terrorisme, connaîtra, elle aussi, plusieurs projets notamment sur les deux sites El Hachem et Maïf, d'une superficie respective de 15 et 7 hectares et situés sur les piémonts de cette municipalité.

Ainsi, 1 800 logements promotionnels aidés et publics aidés y seront implantés en sus d'une bibliothèque, d'un marché couvert et d'un terrain de jeux.

M. B.

PROCÈS EN APPEL DES 4 EX-MAIRES**FFS DE L'APC DE TIZI-OUZOU****De lourdes peines requises par le parquet**

Le procès en appel des 4 ex-P/APC FFS qui se sont succédés à la tête de la municipalité de Tizi-Ouzou entre les années 2000 et 2007, s'est déroulé dans la journée d'avant-hier, mardi.

Trois accusés à savoir, C. A. A., C. O., B. A., étaient présents à l'audience. Le quatrième, T. A., toujours en fuite, est jugé par contumace. Ils étaient poursuivis pour conclusion de marchés contraire à la législation en vigueur et dilapidation des deniers de la collectivité. Les faits qui leur sont reprochés ont trait à l'acquisition du matériel et des équipements en tout genre à des prix dépassant de loin la réalité du marché. Ils avaient, notamment, acquis du mobilier scolaire, pour équiper près d'une cinquantaine d'écoles ainsi que des matériaux de construction, selon les indications de l'arrêt de renvoi qui précise que les produits acquis ont été laissés à l'abandon. Des faits pour lesquels ils ont jugés et condamnés, en première instance, au tribunal d'Azazga, à des peines de prisons fermes assorties de forte amendes. La défense avait, alors, axé sa plaidoirie sur la situation politique trouble qu'avait connue, à l'époque des faits, la ville de Tizi-Ouzou confrontée comme l'ensemble de la Kabylie aux événements du «printemps noir». N'ayant pas été sensible à l'argumentaire développé par les défenseurs des quatre maires, le tribunal retiendra les peines de 5 ans, 7 ans de prison ferme à l'encontre des trois prévenus présents en audience, alors que l'accusé, A. T., en fuite avait éclopé de 10 ans de prison ferme et d'une amende d'un milliard de centimes.

A l'issue du procès en appel de mardi dernier, le représentant du ministère public qui, qualifiant les faits de graves, a prononcé un lourd réquisitoire, en décidant, tout simplement, de doubler les peines déjà prononcées en première instance.

Plaidant le non lieu, la défense a essayé de battre en brèche l'expertise relative à certaines dépenses jugées excessives et non motivées, réfutant des faits qui n'ont rien à avoir avec le dossier.

Le verdict est attendu pour la semaine prochaine.

S. A. M.